

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'observatoire des territoires [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile (n° 433) [4 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 7 février 2008]

Cesse d'appartenir au comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 7 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651,

E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le monopole des jeux au regard des règles communautaires [6 février 2008] (n° 693)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la prescription en matière civile (n° 433) [30 avril 2008] (n° 847)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2344)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2344)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2344)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2691)

Son intervention (p. 2693)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : délinquance financière (p. 2693)

Droit pénal : corruption : législation (p. 2694)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 2693)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2693)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle et missions (p. 2691)

Relations internationales : blanchiment des capitaux (p. 2693)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Arnaud Montebourg (suppression de la condition de condamnation dans le pays d'origine de l'auteur d'un crime ou d'un délit pour permettre l'ouverture en France d'une procédure à l'encontre du ou des complices) (p. 2700)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2708)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2709)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son amendement n° 24 (p. 3837)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Jean Gaubert (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean Dionis du Séjour (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. André Chassaigne (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Lionel Tardy (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4484)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Son intervention (p. 1922)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1925)

Thèmes :

Droit civil : obligations : réforme (p. 1922)

Droit civil : prescription : délais (p. 1923)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1923)

Famille : mariage (p. 1923)

Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1923)

Travail : discrimination (p. 1923)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1934 à 1943)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses interventions (p. 1934 et s.)

Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)

Son intervention (p. 1942)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (réduction de dix à cinq ans du délai de prescription des actions en responsabilité engagées à l'occasion des prises et des ventes volontaires et judiciaires de meubles aux enchères publiques) (p. 1942)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (soumission des experts judiciaires au délai de droit commun de la prescription extinctive) (p. 1942)

Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (coordination dans la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation) (p. 1942)

Article 8 (prescription en matière salariale)

Son intervention (p. 1943)

Son amendement n° 17 : adopté (p. 1943)

Article 15 (délai pour poursuivre l'exécution d'un titre exécutoire)

Son intervention (p. 1944)

Article 17 (application outre-mer)

Son intervention (p. 1944)

Article 19 (application des règles nouvelles aux prescriptions en cours)

Son intervention (p. 1944)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 4498)